

Michel Barnier: «L'Europe n'est pas à l'abri d'un nouveau séisme»

INTERVIEW - Le négociateur européen sur le Brexit met en garde contre l'absence de réponses face aux «colères sociales».

Par **Isabelle Lasserre**

Michel Barnier, le 27 avril 2021. *OLIVIER HOSLET/AFP*

Michel Barnier publie chez Gallimard La Grande Illusion. Journal secret du Brexit (2016-2020).

LE FIGARO. - Pourquoi la «grande illusion»?

Michel BARNIER. - Il y a des conflits dont les deux protagonistes sortent affaiblis. Perdant-perdant! Au-delà du titre du film de Jean Renoir, je fais référence à l'illusion de croire qu'on pourrait mieux faire face aux grands défis mondiaux seuls qu'ensemble, entre Européens. C'est ce que certains ont voulu faire croire aux Britanniques.

Si nous voulons, nous, peuples d'Europe, être des acteurs et pas seulement des spectateurs des grandes mutations internationales, défendre notre vision d'une mondialisation certes multipolaire mais mieux régulée et moins anarchique, il faut que nos nations s'affirment ensemble. La seconde illusion fut de penser que l'improbable ne peut pas avoir lieu, que le Brexit ne pouvait pas se produire, et aujourd'hui, qu'un tel séisme ne pourrait pas se produire chez nous aussi.

Vous dites avoir cherché pendant quatre ans les raisons du Brexit. Les avez-vous trouvées?

Il est nécessaire de comprendre pourquoi 17,5 millions de Britanniques en 2016 ont voté contre l'Europe et contre Bruxelles ou plutôt, en réalité, contre une mondialisation et les dégâts qu'elle provoque. Quelles sont les raisons profondes de ce vote? Sans doute un peu de nostalgie de l'Empire britannique ainsi que les pressions des spéculateurs qui n'aiment pas les règles européennes. Mais plus profondément, le Brexit est l'expression d'un sentiment populaire qu'il faut comprendre car il a ses raisons. C'est une colère sociale qui s'exprime notamment contre la désindustrialisation, l'immigration mal maîtrisée, le sentiment de déclassement. Il faut lui répondre car elle existe ailleurs en Europe. Il faut lui répondre à Bruxelles, mais aussi chez nous, à l'échelle nationale, régionale et locale.

La France est-elle plus ou moins menacée que les autres pays? Pourrait-elle un jour s'inspirer du modèle britannique?

Il y a entre la France et la Grande-Bretagne des points communs, notamment la peur du déclin qui alimente une forme de nostalgie d'un âge d'or idéalisé. Il y a aussi une même crise sociale qui s'est manifestée en France, par exemple, à travers la révolte des «gilets

jaunes». La France est donc confrontée au même populisme qui exploite le sentiment populaire, comme le sont aussi l'Italie, les Pays-Bas ou la Belgique. Mais chez nous, le principal risque ne semble plus être que notre pays quitte l'Union européenne, mais que ce populisme pourrait amener l'extrême droite au pouvoir. C'est pourquoi il faut être à l'écoute de ces colères, pour comprendre ce qui ne fonctionne pas et surtout apporter des réponses concrètes à chacun.

Avec Les Républicains, nous devons proposer un autre chemin

Michel Barnier

Michel Barnier au Parlement européen à Bruxelles, le 27 avril 2021. *POOL/REUTERS*

On a pourtant l'impression que le danger populiste n'est plus aussi fort qu'avant en Europe. En Italie, c'est Mario Draghi qui est au pouvoir. Aux Pays-Bas, l'extrême droite a perdu les élections...

Vous avez raison, on entend moins aux Pays-Bas, en Belgique ou dans les pays nordiques, les appels à sortir de l'euro ou de l'Europe. En France, Marine Le Pen elle-même a été obligée d'infléchir certains points de son discours. Salvini, lui, a demandé à son parti de soutenir Mario Draghi! Tant mieux si la raison s'impose enfin dans un débat public qui aime tant les polémiques excessives et les fausses solutions simplistes! Mais il ne faut pas être dupe et il faut faire attention, car la démagogie et le populisme s'accommodent souvent de concessions pour accéder au pouvoir ou y rester! Avec Les Républicains, nous devons proposer un autre chemin. Il faut faire le choix résolu de l'activité et de la réindustrialisation, traiter le problème migratoire, restaurer les services publics essentiels que sont la santé, la sécurité et l'éducation. Et ainsi montrer aux citoyens qu'on les comprend et qu'on les considère. Ce sera ça, l'enjeu de la présidentielle.

Quelle a été votre clé pour réussir le Brexit?

La méthode! Nous avons fait la preuve, dans ces négociations, que les vingt-sept pays européens étaient capables d'être ensemble. Mais cette unité n'est pas tombée du ciel! Nous avons toujours tout dit aux vingt-sept États membres et au Parlement, en même temps et sur tous les sujets, pour créer la confiance. Dans cette négociation, l'unanimité obligatoire a été un levier d'unité, car chaque pays savait que les vingt-six autres devaient être d'accord. Nous avons, depuis le début, pris en compte les intérêts de chacun des pays de l'Union, petit ou grand.

Pourtant, l'exigence d'unanimité est bien souvent un frein pour l'UE...

Oui, en particulier dans le domaine de la coopération policière, ou encore de la fiscalité des entreprises: la recherche tatillonne du plus petit dénominateur commun est paralysante. L'excès de bureaucratie à Bruxelles tient aussi à cette obsession de concilier toutes les positions jusque dans les moindres détails. Il faut revenir aux principes du traité, et redonner la main aux États lorsque la réponse nationale est plus efficace. D'autre part, comme le prévoit le traité de Lisbonne, il est impératif que certains pays

qui veulent être plus audacieux - sur la défense, sur notre modèle culturel européen, sur la santé - puissent avancer plus vite à quelques-uns!

La crise du Covid 19 menace-t-elle l'unité et la cohésion de l'Union européenne, qui ne s'est vraiment pas montrée à la hauteur du défi sanitaire?

L'Union européenne n'avait pas de compétence en matière de santé et elle n'a pas su anticiper. Il faudra en tirer les enseignements. Il y a eu des retards, des difficultés d'adaptation, une méfiance vis-à-vis des acteurs privés et locaux que n'ont pas, par exemple, les pays anglo-saxons. J'observe que, depuis, l'Union a su réagir et obtenir des industriels ce dont les Européens ont besoin.

Pourtant, la spectaculaire réussite de la campagne de vaccination en Grande-Bretagne a donné une image positive du Brexit...

Personne, aucun pays, n'est sorti de cette crise, pas les Britanniques plus que les autres. Ils se sont en effet engagés plus vite dans l'usage de certains vaccins. D'autres pays auraient pu en faire autant. Mais c'est à la fin de cette crise que le bilan sera tiré. Franchement, nous avons devant nous, Européens et Britanniques, tellement d'autres défis: pandémie, terrorisme, crise financière et écologique! Il faut privilégier l'esprit de coopération sur les surenchères et les polémiques.

Quel est votre jugement sur Boris Johnson?

C'est un homme intelligent et habile, très pragmatique aussi. Notre relation a toujours été cordiale. Mais il faut maintenant qu'il tienne ses engagements, notamment sur la question irlandaise et la pêche. Or, il est grave qu'à deux reprises déjà, le gouvernement britannique ait remis en cause sa signature. Un homme d'État doit respecter ses engagements, surtout lorsque la paix est en jeu, comme c'est le cas en Irlande.

Notez-vous, depuis l'arrivée de Joe Biden, une tentation de repli des Européens?

L'arrivée de Joe Biden est une bonne nouvelle, pour les Américains et pour nous, qui retrouvons une relation apaisée avec les États-Unis. Jamais avant Donald Trump, en effet, un président américain n'avait manifesté autant d'hostilité à l'Europe. Rappelez-vous ses déclarations sur l'Europe «ennemi des États-Unis» sur le plan commercial, ou les surtaxes iniques mises en place contre l'acier et l'aluminium européens mais aussi contre nos produits viticoles. Son unilatéralisme a eu le mérite de convaincre les Européens que ce qu'ils ne font pas pour eux-mêmes, personne ne le fera à leur place.

Honnêtement, ce constat reste vrai depuis l'arrivée de Joe Biden, qui continuera, en raison des fractures profondes de la société américaine, de faire passer l'Amérique d'abord. Il y a toujours le risque, quand on retrouve un président plus cordial, que les pays européens baissent la garde vis-à-vis de leurs intérêts à long terme et mettent entre parenthèses leur volonté d'être plus indépendants et de maîtriser leur destin. La France, avec d'autres pays fondateurs, a porté l'ambition de ce projet politique. Son rôle est important. Mais à condition d'écouter les autres et de faire des efforts pour les comprendre.

La France a décroché depuis dix ans, c'est factuel

Michel Barnier

Craignez-vous un décrochage économique entre l'Allemagne et la France?

Le déséquilibre de l'influence respective entre la France et l'Allemagne s'est accentué et cela me préoccupe. La France a décroché depuis dix ans, c'est factuel. Certes, quand la France et l'Allemagne ne s'entendent pas, beaucoup de choses sont bloquées. Mais ce moteur, s'il est nécessaire, n'est pas suffisant. La France doit mettre en œuvre une stratégie d'influence auprès des institutions ; sans arrogance, sans naïveté et avec détermination. Elle devrait aussi afficher de grandes ambitions. Je souhaite qu'elle devienne la première puissance économique d'Europe d'ici à dix ans. Elle en a les moyens, les ressorts. L'Allemagne s'en est mieux sortie pour trois raisons. D'abord, grâce à un cadre légal et fiscal stable et prévisible, tant au niveau central qu'au niveau des Länder, qui accompagne la compétitivité des entreprises. Ensuite, grâce à un marché du travail et à un système de formation professionnelle qui, davantage que chez nous, répondent aux besoins économiques du pays. Enfin, grâce au dialogue social, à la capacité qu'a l'Allemagne de discuter et de trouver des solutions pour rester compétitive. Nous n'avons pas su collectivement être aussi pragmatiques. Invoquer un «miracle allemand» nous a trop longtemps exonérés de bien regarder en face de vraies erreurs françaises! Nous pouvons y remédier, à condition d'être ambitieux et efficaces.

Comment expliquez-vous la déconnexion entre les dirigeants politiques et les peuples?

Il y a une défiance croissante, sans doute due en partie au règne de l'immédiateté, accentué par les réseaux sociaux, qui pousse les hommes et femmes politiques à des effets d'annonce et aux petites phrases comme aux petites mesures. Il y a eu aussi des erreurs au niveau européen: Bruxelles a encouragé l'ultralibéralisme, dérégulé à l'excès, contribuant ainsi à la crise financière et à un déséquilibre dans nos relations commerciales avec le reste du monde. Il faut aujourd'hui renouer avec la morale et avec l'éthique, mais aussi avec l'efficacité et les résultats.

Allez-vous bientôt faire votre come-back en politique française?

Mais je n'ai jamais quitté la France! Je suis déterminé à être acteur de ce combat présidentiel et je m'y prépare. Pour l'heure, les Français ont d'autres angoisses et d'autres préoccupations. Je respecte par ailleurs le calendrier électoral. Une fois les échéances départementales et régionales passées, Les Républicains doivent apporter une réponse collective forte aux immenses défis de la France. J'y prendrai toute ma part.